

Place de la santé : L'observatoire

Enquête Harris Interactive pour



Enquête réalisée en ligne du 31 août au 7 septembre 2017. Échantillon de 2 000 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

*_**

Le 1^{er} décembre dernier 2016, la *Mutualité Française* lançait placedelasante.fr, un site participatif d'échanges et de débats sur le thème de la santé, ouvert à tous. Particulièrement impliquée, notamment via ce dispositif, dans la mise en lumière des enjeux de santé dans la campagne électorale, Mutualité Française souhaite faire de l'élection d'un nouvel exécutif l'occasion d'une mise au point sur les attentes des Français en matière de protection sociale et de santé.

Mutualité Française et Harris Interactive ont ainsi travaillé ensemble à la mise en place d'un « *Baromètre de la santé* », qui permettra régulièrement d'exposer les représentations des Français à l'égard du système de santé français et des mesures mises en œuvre, tout en se faisant écho de leurs préoccupations quotidiennes. Cette première vague, qui sera présentée à l'occasion des *Journées de rentrée de la Mutualité Française*, est ainsi l'occasion de revenir sur leur perception du système actuel, en mettant tout particulièrement l'accent sur la question du reste à charge, enjeu considérable pour les Français et leur portefeuille.

FOCUS : RESTE A CHARGE & DISPARITES GEOGRAPHIQUE

Le reste à charge, un point économique sensible pour les Français...

- Si la grande majorité des Français (70%) estime que leur système de santé fonctionne bien à l'heure actuelle (+9 points par rapport à Février 2017), celui-ci n'est pas exempt de défauts et un nombre toujours conséquent d'entre eux (38%, -8 points) estiment qu'il s'est dégradé au cours des cinq dernières années.
- Les Français évoquent particulièrement des difficultés concernant leur reste à charge, c'est-à-dire ce qu'il leur reste à payer après les remboursements de la Sécurité Sociale et de leur complémentaire santé. 66% d'entre eux estiment que ce reste à charge a augmenté au cours des 5 dernières années, un ressenti exprimé de manière relativement univoque (pas de différence selon la catégorie socio-professionnelle notamment) au sein de la population, les seules disparités apparaissant avec l'âge. Les personnes âgées de 35 ans ou plus ont davantage tendance à affirmer que leur reste à charge a augmenté (70%), alors que ce sentiment est moins important chez les moins de 35 ans (55%), qui sont plus nombreux à considérer que leur situation n'a pas évolué (33% contre 22% chez les plus de 35 ans) – un phénomène peut-être en partie lié à l'augmentation des dépenses de santé au fil de l'avancée en âge.
- Pour ceux qui estiment que leur reste à charge a augmenté, les lunettes (69%) et les soins dentaires (68%) sont particulièrement mis en cause, un constat particulièrement partagé passé 50 ans (respectivement 78% citent les lunettes et 73% les soins dentaires). Les médicaments sur ordonnance (60% et jusqu'à 64% pour les femmes), et les consultations chez des spécialistes (60%) sont également des soins pour lesquels les Français ressentent une augmentation du reste à charge. Consultations chez les généralistes (36%), frais d'hospitalisation (29%) ou encore prothèses auditives (22%), ces deux derniers services concernant relativement moins de personnes, sont moins cités par les Français.

... Et une forte attente envers l'exécutif

- Et demain ? Malgré une nette amélioration des perspectives depuis février, les Français demeurent plutôt pessimistes concernant l'avenir du système de santé : 56% ne sont pas confiants (-12 points). De plus ils se montrent plutôt pessimistes concernant l'évolution de leur reste à charge pour l'avenir. 74% d'entre eux estiment ainsi que leur reste à charge va augmenter dans les prochaines années, une analyse particulièrement répandue chez les personnes de plus de 50 ans (81%), déjà particulièrement sensibles à ce sujet aujourd'hui.

- Dans ce contexte, les Français identifient la réduction du reste à charge comme l'un des trois sujets devant être pris en charge en priorité par le gouvernement pour améliorer le fonctionnement du système de santé (31%), avec la lutte contre les déserts médicaux (50%) et la politique de tarification des soins et dispositifs médicaux (31%). Cet enjeu du reste à charge préoccupe particulièrement les personnes âgées de plus de 35 ans (33% et jusqu'à 35% chez les 35-49 ans) et les personnes issues des catégories populaires (36% chez les employés).

Santé et disparités géographiques

- **Les Français sont convaincus qu'en termes de santé, toutes les régions Françaises ne se valent pas.** Qu'il s'agisse du délai d'attente pour obtenir un rendez-vous avec un professionnel de santé (82% estiment que les régions ont des traitements différents), de la proportion de professionnels de santé pratiquant le dépassement d'honoraires (77% différent), ou encore des tarifs liés aux soins dentaires (66%) ou optiques (62%), tous semblent considérer que des prestations différentes sont proposées selon les régions. Les habitants d'Ile-de-France expriment particulièrement le sentiment de différences, avec des écarts de 9 à 11 points sur la moyenne française.
- **Et pour cause, la réalité semble confirmer l'intuition des Français. Les tarifs liés aux soins optiques, enjeu où la disparité est la moins ressentie, peuvent aller du simple au double selon les régions, la région parisienne se situant dans la fourchette haute, pouvant aller jusqu'à 513€ pour une paire de lunettes.** Sans pouvoir dresser de corrélation stricte, on constate que les habitants des régions qui estiment avoir le plus de différences avec les autres concernant leurs soins sont également celles pour lesquelles les dépenses sont les plus élevées, et inversement. Qu'il s'agisse des soins dentaires ou des soins optiques, la région parisienne affirme une forte différence entre les régions et débourse effectivement plus cher pour ses soins, quand l'Occitanie, moins sujette à penser qu'il existe des différences entre les régions, fait partie de celles où l'on débourse le moins.

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.

Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l'institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.

Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.

Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP permettant ainsi à ce groupe international d'étendre sa présence dans la filière études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur www.harris-interactive.fr, [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

Contacts Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr

Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr